



**DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNAUTE INTERCOMMUNAL DU NORD DE LA REUNION**

**RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
PROGRAMME 2025
(LOTS 1 A 9)**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)
Appel d'offres**

**Maître de l'ouvrage :
Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion
3 , rue de la Solidarité – CS 61025 - 97 495 Sainte Clotilde CEDEX
(Réunion – France)**

La CINOR agit comme entité adjudicatrice,
en application des articles L.1212-1-1° et L 1212-3-c) du code de la commande publique

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
Au plus tard le 24 février 2025 à 12 heures locales**

OBJET

La présente opération s'inscrit dans le cadre des Schémas Directeurs d'Alimentation en Eau Potable des communes de Saint-Denis, de Sainte-Marie, de Sainte-Suzanne et des diagnostics des délégataires.

Les enjeux portent essentiellement sur :

- La Modernisation et l'amélioration du rendement de réseau : il s'agit dans un premier temps de remplacer les canalisations fuyardes et de procéder à la pose de nouvelles vannes de sectorisation ;
- La préservation des ressources exploitées par la diminution des volumes prélevés compenser par la limitation des pertes sur les réseaux ;
- La distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation en vigueur, en toutes circonstances.

L'amélioration des performances hydrauliques constitue un enjeu environnemental sur le territoire de la CINOR. Dans un contexte de pression sur la ressource en eau et de coûts de production et d'adduction en hausse, il s'agit de réduire au maximum les pertes en eau afin de réduire les prélèvements dans le milieu naturel et de maîtriser la consommation électrique liée à la production et à l'acheminement de l'eau vers les abonnés.

Les travaux à réaliser comprennent :

- Les fouilles en tranchée ;
- La pose de canalisations et d'équipements hydromécaniques ;
- Le report des branchements particuliers ;
- La suppression des réseaux vétustes ;
- La réfection de tranchée et trottoirs.

Intervenant : Le maître d'ouvrage est la CINOR, représenté par Monsieur le Président de la CINOR

Représentation du titulaire : Le titulaire est représenté par la personne physique qu'il a désignée à cet effet dès la notification du marché. L'entreprise désignera au sein de son effectif la personne responsable de la sécurité du chantier (personne qui devra être présente en permanence sur le chantier).

Représentation du pouvoir adjudicateur : Le Pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage des travaux visés par le marché, est représenté par la Direction Travaux du Cycle de l'Eau de la CINOR.

Maîtrise d'œuvre : La Maîtrise d'œuvre est assurée par un représentant de bureau d'étude

Ordonnancement, Coordination et pilotage du chantier : En cours d'attribution

Contrôle technique : Sans objet

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) : En cours d'attribution

ART.1-CONDITIONS

1.1. Etendue et mode de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres
(Art. R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique)

1.2. Décomposition en lots

Territoire de Sainte-Suzanne
▶ Lot 1 : Chemin Bras Pistolet – Secteur Bras Pistolet
▶ Lot 2 : Chemin Commune Carron – Secteur Commune Carron
Territoire de Saint-Denis
▶ Lot 3 : Chemin Dufourg les hauts– Secteur La Bretagne
▶ Lot 4 : Chemin des Fougères – Secteur La Bretagne
▶ Lot 5 : Chemin Chokas – Secteur La Bretagne
▶ Lot 6 : Rues Pierre Aubert et Jules Herman – Secteur Le Chaudron
Territoire de Sainte-Marie
▶ Lot 7 : Rues Sarda Garriga, Yves Montand, Simone Signoret, Jacques Brel, Antoine Roussin, Tino Rossi, Henri Salvador, Renoir, Monet et l'impasse des Graveurs – Secteur Gaspard
▶ Lot 8 : Allée des Cocos – Secteur La Ressource
▶ Lot 9 : Rue Emery Talvy – Secteur Centre-Ville

1.3. Variantes

Les variantes sont autorisées et **non obligatoires** :

Variante 1	Proposition de remplacement des matériaux de remblai de tranchées (Parties inférieure et supérieure de remblai) en GNT 0/80 issus de carrières par des matériaux de même granulométrie issus de la filière de recyclage avec à l'appui une classification au sens de la norme NF P 98-331 (ou équivalent) de ses matériaux permettant de les agréer en remblaiement de tranchée et également l'accompagnement d'un géotechnicien en mission G3/G4 au sens de la norme NF P 94 – 500 (ou équivalent) dans la méthodologie de mise en œuvre (conditions météo, état hydriques des matériaux, compatibilité environnementale et compatibilité...) avec les matériaux constitutifs du réseau
Variante 2	Proposition de remplacement des matériaux de remblai de tranchées (Parties inférieure et supérieure de remblai) en GNT 0/31.5 issus de carrières par des matériaux de même granulométrie issus de la filière de recyclage avec à l'appui une classification au sens de la norme NF P 98-331 (ou équivalent) de ses matériaux permettant de les agréer en remblaiement de tranchée et également l'accompagnement d'un géotechnicien en mission G3/G4 au sens de la norme NF P 94 – 500 (ou équivalent) dans la méthodologie de mise en œuvre (conditions météo, état hydriques des matériaux, compatibilité environnementale et compatibilité...) avec les matériaux constitutifs du réseau.

Remarques :

-Les canalisations de diamètre supérieur ou égale à 100 mm seront obligatoirement en fonte ductile, classe de pression C40 conforme aux normes NF EN 545:2010

-Toute variante éventuellement présentée hors du faisceau de ces 2 variantes sera écartée sans être analysée.

-Les candidats présentant une offre avec variante(s) par rapport aux spécifications du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) devront respecter l'ensemble des prescriptions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), du Bordereau des Prix Unitaires (BPU), du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ainsi que les plans graphiques et techniques, et qui sont intangibles.

Ces variantes feront obligatoirement l'objet d'un dossier bien distinct par variante présentée avec un nouvel acte d'engagement, un mémoire technique, un nouveau DQE/BPU et un descriptif précis de la nature de la variante et fourniture de toutes les spécifications de matériaux et/ou de méthodologie et/ou d'organisation proposées.

-Les variantes ne peuvent déroger aux spécifications du dossier de consultation autres que celles précitées.

-Le non-respect des dispositions précitées entraîne le rejet de la variante concernée.

1.4. Durée ou délai d'exécution

Cf. dispositions de l'avis d'appel public à concurrence et article 4 de l'Acte d'Engagement (AE).

1.5. Sous-traitance :

Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique.

1.6. Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)

- 1) Le formulaire DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration capacités)
- 2) Le présent règlement de consultation (RC)
- 3) L'acte d'engagement (AE) par lot
- 4) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- 5) Le cahier des charges sociales
- 6) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- 7) Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et ses annexes par lot
- 8) Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) par lot
- 9) Les plans de situation
- 10) Les plans projets
- 11) Les schémas hydrauliques
- 12) Les modèles graphiques
- 13) Cadre du mémoire argumentaire technique et environnemental du lot considéré

ART.2-PRESENTATION DES CANDIDATURES & DES OFFRES

Les soumissionnaires produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

Les dossiers transmis par les candidats comportent une enveloppe contenant les renseignements relatifs à leur candidature (*pièces énumérées au 3-1*), ainsi que les pièces relatives à l'offre (*pièces énumérées au 3-2*).

2.1. Le dossier de candidature contiendra :

Lettre de candidature (formulaire DC1) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique), ou récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent.

Pour l'appréciation de Capacité économique et financière :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Déclaration du candidat indiquant l'effectif moyen annuel et l'importance du personnel d'encadrement pour la dernière année.
Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
Présentation d'une liste des principaux travaux effectués au cours des cinq dernières années
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

NB :

-Critères objectifs de participation : Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que de la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (Notamment, il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre les moyens (financiers, humains, matériels) du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des charges)

-Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

-En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

-L'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à l'article R. 2143-4 et les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique :

IMPORTANT

1/ Conformément à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

2/ Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession ...) à condition :

- Soit que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR.

- Ou Soit que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables)

2.2. Le dossier relatif à l'offre contiendra :

L'acte d'engagement complété

(Si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.)

Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété et ses annexes

Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) complété

Le mémoire technique argumentaire et environnemental du candidat

-Les documents remis par le maître d'ouvrage, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

-Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).

-La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

Nb :

- Si un mémoire technique est réclamé ci-avant, le mémoire est contractuel dans son ensemble

-Dans le cas uniquement où une ou plusieurs variantes sont admises pour le(s) lot(s) ou le marché concerné(s) tels qu'indiquées à l'article 1.3 du présent règlement de consultation, les candidats pourront remettre un dossier particulier complet « offre variante » par variante proposée, comprenant l'ensemble des pièces au 7.1.2 du présent article.

-Dans le cas où les variantes sont autorisées et dans le cas où le candidat choisira de remettre une offre de base et une ou plusieurs offres en variante, le candidat pourra remettre :

- Des mémoires techniques argumentaires communs pour la solution de base et la solution en variante pour tous les cas où il y a identité de dispositions entre les solutions.

- et un additif « variante » aux mémoires précités de nature à étayer dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux en fonction de la variante considérée.

Il est bien précisé :

- Le candidat peut remettre uniquement une offre de base et n'est pas obligé de remettre une ou plusieurs offres en variante

- le candidat peut remettre uniquement une ou plusieurs offres en variante sans déposer obligatoirement une offre de base.

- Enfin, il peut remettre une offre de base et une (ou plusieurs) offre(s) en variante

ART.3-JUGEMENT DES OFFRES

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée selon les critères énoncés ci-dessous.

3.1. Valeur Technique de l'offre (VT), pondérée à 50% :

La valeur technique sera notée sur 20 points et sera appréciée à partir du mémoire technique et du planning selon les sous-critères et la note maximale qui leur est associée :

Éléments de l'offre technique	Note maxi
Sous-Critère 1 : Une note technique présentant les marques, les provenances, les caractéristiques et types des principales fournitures : canalisations et tés, coudes, cônes, manchons en fonte ductile, canalisation en polyéthylène haute densité y compris les pièces de raccords et accessoires PE 80, PE 100 et PE 100 RC, ventouses, vannes, stabilisateurs de pression aval, tête de bouche à clé verrouillable, colliers de prise en charge en fonte, coffrets de compteur d'eau, tampon de regard de visite, enrobé (chaud/froid), béton, grave bitume, etc	2
Sous Critère 2 : Un programme d'exécution détaillé d'une pose de réseau FTE DN 150 sur 500 mètres avec pose d'un réducteur, réalisation de branchements individuels et raccordement au niveau d'un carrefour indiquant de façon détaillée les principales phases du chantier	5
Sous Critère 3 : En ce qui concerne la gestion de chaque intervention (travaux prévus par le lot concerné), une note claire et précise concernant les procédés d'exécution et détaillant l'organisation de l'équipe prévue pour l'exécution du chantier, ainsi qu'un programme général des travaux au pas de temps de la semaine présentant l'ordonnancement et l'enchaînement des principales tâches et moyen d'exécution envisagés.	7
Sous Critère 4 : Une méthodologie complète de la réalisation des carnets de branchements, la méthodologie de communication envers les riverains avant et pendant la phase travaux. Un planning détaillé de cette procédure, accompagné du modèle type de carnet de branchement utilisé pour le recensement.	2
Sous Critère 5 : Une note claire et précise décrivant les modalités d'intervention de l'équipe d'astreinte pour des interventions en cas de fuite sur le réseau mis en eau	1
Sous Critère 6 : En ce qui concerne le D.O.E. (dossier des ouvrages exécutés), une note claire et précise détaillant les procédés d'exécution mise en place pour la conception des plans de recollement, ainsi qu'une note technique présentant les moyens mis en œuvre pour la géolocalisation des différents ouvrages	3

3.2. Valeur Environnementale (VE), pondérée à 20% :

La valeur environnementale sera notée sur 20 points et sera appréciée à partir du mémoire technique selon les sous-critères et la note maximale qui leur est associée :

Éléments de l'offre environnementale	Note maxi
Sous-Critère 1 : Une note méthodologique, détaillant la façon dont le prestataire prévoit de gérer les déchets des chantiers (amont, pendant, aval), à savoir : <ul style="list-style-type: none">- Les actions prévues en matière de prévention des déchets.- Le tri qui sera mis en œuvre.- Les modalités d'évacuation et de traitement (recyclage, valorisation, élimination). Concernant le recyclage, le prestataire devra préciser les catégories de déchets qu'il compte trier pour recyclage ou valorisation, les conditions de tri et de collecte, ainsi que le/les nom du/des prestataire de traitement. Il précisera le mode de valorisation, le cas échéant. De la même manière, le prestataire précisera quelles catégories de déchets seront considérées comme ultimes et regroupées à ce titre pour élimination, ainsi que le nom du/des prestataire de traitement	10
Sous Critère 2 : Une note sommaire indiquant les principales mesures proposées : <ul style="list-style-type: none">-Pour la bonne tenue, le bon aspect et la propreté du chantier,-Pour assurer la sécurité et l'hygiène et les conditions de travail sur le site,- Pour limiter les nuisances sonores pour le chantier,- Pour limiter les poussières émanant du chantier,- Pour favoriser l'utilisation de véhicule à motorisation électriques.	10

Pour chaque soumissionnaire, l'appréciation est calculée par la somme des notes obtenues aux critères précédents.

3.3. Le prix (NT), pondérée à 30% :

Le prix de l'offre sera noté sur 20 points. Les prix des prestations seront évalués à partir du montant figurant à l'acte d'engagement, établi à partir du bordereau des prix unitaires (BPU) et du devis estimatif et quantitatif, représentant une évaluation approximative du volume des travaux.

L'entrepreneur est invité à répondre dans le cadre de la décomposition des prix unitaire, sur le scénario figurant dans le dossier de consultation afin que toutes les offres soient jugées suivant une même base.

Les notes des offres seront attribuées à partir de la formule suivante :

$\text{Note du prix} = 20 \times (\text{offre moins disante} / \text{offre concernée})$

La note minimale qui pourra être obtenue est 0.

3.4. La note finale

La note finale, permettant le classement des offres, est obtenue à partir de la formule suivante :

$$\text{Note finale de l'offre} = 0,50 \times \text{Note VT} + 0,20 \times \text{Note VE} + 0,30 \times \text{NP}$$

Nb :

-Pour le marché (ou chaque lot si le marché est alloti) et dans le cas où la valeur technique (ou la performance en matière de performance environnementale) est un critère de jugement des offres, un sous critère de la valeur technique (ou de la performance en matière de performance environnementale) non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivaudra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance en matière de protection de l'environnement (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

-Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, + 1 euro à chacune des offres comparées (et donc +1 au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix)

-Dans le cas où un lot ou marché est ouvert à variante(s), les candidats sont informés que la Personne publique analysera, si la condition précitée est réunie, toutes les offres (de base et en variante) entre elles au regard des mêmes critères de jugement des offres énoncés dans le présent document, et établira un classement unique des offres (intégrant les offres de base et les offres en variante). L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera classée 1^{ère} et déclarée attributaire.

-REGLES DE CORRECTION EN CAS D'ERREUR CONSTATEE :

Si les prestations sont à prix forfaitaire, la disposition suivante s'applique : Le montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre. S'il est demandé aux candidats de fournir une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, la DPGF sera modifiée en conséquence. En cas de refus de corrections des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Si les prestations sont à prix unitaire, la disposition suivante s'applique : en cas de discordance ou d'erreurs de prix constatées dans l'offre du candidat, les prix unitaires sont réputés intangibles et les indications portées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) prévaudront. Le(s) montant(s) total(aux) indiqué(s) éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. La Collectivité pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence. S'il est demandé aux candidats de remettre un détail quantitatif estimatif dans leur offre, les candidats devront répondre sur les quantités qui figurent au détail quantitatif estimatif sans modifier les quantités sous peine de voir cette offre déclarée irrégulière : toutefois, par dérogation à cette sanction de principe, dans le cas où la modification d'une ou plusieurs quantités résulterait manifestement d'une erreur purement matérielle (par exemple : erreur matérielle dans le report ou dans la retranscription de la bonne quantité sur le DQE remis par le candidat, le candidat ayant par exemple travaillé le DQE sur son propre fichier informatique en omettant par erreur de reprendre la bonne quantité fournie initialement), le pouvoir adjudicateur pourra demandé au(x) candidat(s) concerné(s) de confirmer les prix unitaires du BPU réputés intangibles, en appliquant à ces prix les bonnes quantités du DQE soumises initialement à la consultation. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour irrégularité.

Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, La seule exception qui sera admise au caractère intangible du prix unitaire (si le marché est à prix unitaire) ou du montant total général (si le marché est à prix global et forfaitaire) est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'Etat (N°349149, du 21 septembre 2011) où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue ».

3.5. Modalités particulières d'attribution des lots (limitation du nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire) :

L'acheteur public précise **qu'un même soumissionnaire ne pourra se voir attribuer qu'au maximum 2 lots.**

La procédure se déroulera de la façon suivante :

- ▶ chaque soumissionnaire pourra répondre (s'il le souhaite), sur tous les lots ;
- ▶ la Personne publique classera, pour chacun des lots, les soumissionnaires ayant remis une offre régulière, appropriée et acceptable, par application des critères retenus et pondérés comme ci-avant. Le candidat le mieux-disant au regard des critères pondérés sera classé 1er.
- ▶ si un soumissionnaire est mieux disant sur un nombre de lot supérieur au nombre maximal de lot pouvant être attribué à un même candidat, **il se verra attribuer le lot le plus important en terme de montant proposé par celui-ci (Règle d'attribution).**

NB : Si par extraordinaire, la règle d'attribution ci-dessus est inopérante pour limiter le nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire, il sera alors appliqué la règle suivante : un même soumissionnaire, mieux disant sur un nombre de lots supérieurs au nombre maximal de lot pouvant être attribué à un même candidat, se verra attribuer le lot pour lequel il présentera le plus grand écart (en termes de note globale) avec le candidat classé deuxième. Pour l'(es) autre(s) lot(s) restant à attribuer, il sera procédé à un nouveau classement sans prendre en compte l'offre du soumissionnaire déjà attributaire.

ART.4-CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES & DES OFFRES

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 2.1 et 2.2 du règlement de consultation rédigées en langue française et l'offre formulée en euros, au plus tard avant la date et heure indiquées en page 1 du cahier des charges.

Pour la remise des candidatures et des offres par les candidats : Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises uniquement par voie électronique :

- sur le site www.cinor.re, Rubrique : La Vie Economique de mon territoire - Marchés Publics (cliquer sur l'action : accéder à la consultation),
- ou sur le lien direct : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question)

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> Rubrique : AIDE

Important : -Pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation. Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

-Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut parallèlement transmettre, à titre de copie de sauvegarde, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc...) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- « le titre du marché concerné »
- « copie de sauvegarde ».

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

-La signature du cahier des charges n'est plus obligatoire au stade du dépôt de l'offre

Afin de simplifier le dépôt des offres, le code de la commande publique, ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer l'offre présentée.

Le candidat peut signer le cahier des charges dès la remise de son offre s'il le souhaite. En tout état de cause, la signature du cahier des charges ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire.

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement la 2^{ème} partie du cahier des charges et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 sur la signature électronique et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :

1° L'identité du signataire ;

2° L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 (à savoir être conforme au règlement « Eidas » imposé par la réglementation européenne)

3° Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 (Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015).

4° Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (ATTENTION AU DELAI DE VALIDITE du certificat délivré habituellement pour une année)

5° L'intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas dans le délai imparti par la personne publique d'un certificat de signature électronique valide pour signer le cahier des charges, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier (une fois l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant obligatoirement la signature électronique, les dispositions du précédent alinéa ne s'appliqueront plus, et l'absence de remise du cahier des charges signé conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre)

En tout état de cause, l'absence, de remise de l'offre signée électroniquement (ou à défaut de manière manuscrite par voie papier jusqu'à l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant la signature électronique), dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

De même l'absence de remise de tous les documents et justificatifs demandés à l'article 8.3 du RC, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

ART.5-RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres une demande **par voie électronique sur le site internet** : <https://marches.cinor.fr>, et ce en suivant les instructions ci-après :

1/ Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « *accéder à la consultation* »

2/ Onglet **Question** – Puis **Poser une question**

3/ Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**

4/ **Envoyer**

The diagram illustrates the 'Poser une question' (Ask a question) interface. At the top, a navigation bar includes links for 'Publicité / Téléchargement', 'Question', 'Dépôt', and 'Messagerie sécurisée'. A callout box labeled 'Clic sur Questions' points to the 'Question' link. Below the navigation bar, a section titled 'Liste des questions posées' displays 'Aucun résultat trouvé' (No results found). A callout box labeled 'Poser une Question' points to a 'Poser une question' button in the top right corner. Below this, the 'Poser une question' form is shown. It features a text input field for the question (250 characters max), a file upload section labeled 'Joindre un fichier' with a 'Parcourir...' button, and an 'Envoyer' (Send) button. A callout box labeled 'Rédiger la question Ou/ Et joindre un fichier' points to the text input field. Another callout box labeled 'Envoyer' points to the 'Envoyer' button. A note at the top right of the form states 'Le symbole * indique les champs obligatoires' (The symbol * indicates mandatory fields).

Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard **06** jours avant la date limite de remise des offres.

ART.6-DATE & HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS

La date et heure limites de réception des candidatures et des offres sont celles fixées en page 1 du règlement de consultation.

Les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus, sauf dans l'hypothèse où l'acheteur public dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais.

ART.7-PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT

Articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique : Il est précisé qu'il ne pourra être exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnées à l'articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (ATTENTION : une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant, comme par exemple les statuts ou mandat...)

En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'AAPC ou le présent RC au stade de l'attribution, le groupement devra revêtir cette forme. L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également)